

politique internationale

n° 30 — Hiver 1985/1986

EUROTERRORISME : COMPRENDRE POUR COMBATTRE

Radioscopie d'une hydre

On — « on », ce sont à la fois les médias et les porte-parole autorisés des gouvernements en cause — nous parlait, il y a peu encore, de « la fin des années de plomb », de la fuite d'ultimes desperados dans le gangstérisme ou vers des cieux plus cléments. Or voilà que quatre assassinats, des attentats par dizaines, certains meurtriers, sont commis; et cela sans qu'un réseau ne soit démantelé, sans même qu'une arrestation significative ne soit opérée, exception faite de la Belgique.

La France, la Belgique et l'Allemagne fédérale touchées de plein fouet; des retombées en Italie, en Espagne, au Portugal: quelques mois, à cheval sur la fin de 1984 et le début de 1985, ont suffi à familiariser le public avec le mot et le concept d'*euroterrorisme*.

L'unité de lieu entre les actes « euroterroristes » n'est pas la seule constatable: il y a aussi unité dans les cibles, dans le vocabulaire des revendications ainsi, d'ailleurs, que dans les noms des organisations elles-mêmes; enfin, fait plus inquiétant encore, unité dans l'inefficacité de la répression.

Mais d'abord, qui sont ces groupes?

Dans la typologie des terrorismes, l'euroterrorisme constitue un ensemble de structures qui se désignent elles-mêmes sous le nom d'Organisations Communistes Combattantes (OCC). Les plus précoces d'entre elles sont apparues publiquement au

* Chargé de cours à l'École des Hautes Études Commerciales. Conférencier à l'École de guerre. Consultant du *National Strategy Information Center* de Washington. Auteur, entre autres publications, de: *Terrorisme, maintenant la France?*, Garnier, 1982; *Sur la violence sociale*, Pauvert-Alesia, 1983; *Terrorisme, violence: réponses aux questions que tout le monde se pose*, Pauvert-Carrère, 1985.

tout début des années 70, les plus tardives à la fin de cette même décennie. Ce sont, par ordre d'entrée en scène :

En Italie : les Brigades rouges;

En Allemagne fédérale : la Fraction armée rouge;

En France : Action directe;

En Espagne : les GRAPO (Groupes de résistance antifascistes du 1^{er} Octobre);

Au Portugal : les Forces populaires du 25 avril;

En Belgique : les Cellules communistes combattantes.

Ces organisations ont en commun, à la suite d'évolutions aux épisodes fort divers, d'avoir aujourd'hui une *idéologie* commune, un *projet politico-militaire* commun, une volonté commune de *synchronisation*, une *méthodologie* commune; elles constituent bien l'embryon de cette « Internationale communiste combattante » que certains idéologues appelaient de leurs vœux depuis près de quinze ans.

L'idéologie de ces OCC est d'une terrifiante simplicité. Voici comment n'importe lequel des combattants d'Action directe, ou de la Fraction armée rouge voit le monde qui nous entoure.

A ses yeux, deux faits majeurs permettent « l'analyse de la période » : la domination d'une moitié de la planète par un camp impérialiste que contrôlent de grands groupes multinationaux; et l'existence d'une crise durable, profonde et insurmontable par des procédés économiques classiques. Or, à l'âge de l'impérialisme, un seul moyen peut permettre de remédier à la disproportion entre le développement des forces productives d'une part, et le partage des sphères d'influence par le capital financier, d'autre part. Ce moyen, c'est la *guerre impérialiste*. Depuis le début de la crise (1973), une nouvelle avant-guerre a débuté, et l'on assiste à une mise en ordre de bataille du camp impérialiste, sous la direction de son chef de file, les États-Unis. Le cœur de ce dispositif impérialiste est l'Europe, qui sert de laboratoire à la mise au point d'un nouveau fascisme dont la généralisation est la condition *sine qua non* du déclenchement du conflit : sans lui, pas de mise au pas des classes ouvrières des pays du camp impérialiste, pas de militarisation de l'économie, pas d'industrie de guerre productive. L'état-major, le centre opérationnel de ce nouveau fascisme est l'OTAN, instrument par lequel le suzerain impérialiste (les États-Unis) pilote ses vassaux (les pays de l'Europe de l'Ouest), réalise ses plans militaires, insuffle son idéologie.

La mise en place sournoise, à bas bruit, de ce nouveau fascisme à base de « flicage informatique », de contrôles sociaux décentralisés, d'une véritable entreprise d'hypnotisation des masses (la télévision), rend inopérantes les formes d'organisation traditionnelles de la classe ouvrière (parti légal de masse, syndicat). La preuve? Margaret Thatcher a pu, sans coup férir, écraser la grève des mineurs britanniques, pourtant fer de lance du prolétariat anglais, aux glorieuses traditions de lutte.

Cette période de préparation de la guerre impérialiste se caractérise par une grande passivité des masses et une trahison des chefs du prolétariat (sociaux-démocrates en Europe du Nord, communistes dans les pays latins) qui se laissent corrompre et passent « dans le camp de la bourgeoisie ». Tout cela est classique. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est le fait atomique. La troisième guerre mondiale impérialiste met désormais la planète en danger de mort : l'holocauste nucléaire est imminent.

Comme ce fut le cas lors des deux grands conflits impérialistes précédents, seule une minuscule avant-garde a conscience de ce péril et voit le train filer vers l'abîme. Cette avant-garde est réduite à quelques noyaux, isolée, cernée par l'aveuglement général, confrontée à une puissance hostile écrasante. Sa responsabilité est donc immense : déjouer le complot impérialiste, faire éclater au grand jour la nature fasciste des pseudo-démocraties occidentales ; empêcher, enfin, l'holocauste atomique.

Pour ce faire, cette avant-garde doit abandonner momentanément le lien qui l'unit aux masses prolétaires, plonger dans la lutte armée, lancer *tout de suite* — il y a *urgence* — la guérilla prolétaire dans les « métropoles-impérialistes-capitalistes ».

Jaurès, dans son *Histoire socialiste de la Révolution française*, disait que les hommes de 1793, mettant la terreur à l'ordre du jour, « demandaient à la mort de faire autour d'eux l'unanimité immédiate dont ils avaient besoin ». L'euroterrorisme, persuadé, dans sa vision paranoïaque du monde, d'être confronté à un danger mille fois plus grand (il ne s'agit plus du sort de la Révolution, mais de celui du *monde!*), réagit semblablement : s'il faut tuer, alors on tuera.

Répetons-le : cette vision hallucinée, ce projet émeutier, pour effrayants qu'ils soient, n'ont rien de neuf. Ils recourent très précisément les thèmes de l'Internationale communiste, du Komintern, dans sa période la plus « putschiste », celle des quatre premiers congrès, tenus entre 1919 et 1923. A cette époque, l'un des chefs de l'Internationale, Karl Radek, pouvait

déclarer : « La révolution est une guerre civile et les classes qui se combattent avec des canons et des mitrailleuses renoncent au duel oratoire. La révolution ne discute pas avec ses ennemis : elle les foudroie ». Cela donne le ton.

Soixante ans plus tard, en avril 1978, un orfèvre en la matière, puisqu'il s'agit du secrétaire d'une des plus grosses fédérations du PC italien, peut déclarer, dans la revue doctrinale de ce parti, que les Brigades rouges ont un comportement qui n'est que « le résidu d'une politique Kominternienne ».

On le constate : rechercher dans ces conditions un « centre de pilotage du terrorisme international » devient un exercice un peu futile. La continuité idéologique entre tous ces mouvements est telle, en effet, que le « centre » auquel profite les actions de l'euroterrorisme ne fait aucun doute. N'est-ce pas à Moscou que se situe, depuis le retrait des Chinois de l'avant-scène révolutionnaire mondiale, le foyer central de l'anti-impérialisme ?

Encore une fois, que la Direction soviétique manipule les groupes euroterroristes ou, plus simplement, se contente de les laisser faire, ne change strictement rien à l'affaire.

Démontrer la nature très fidèlement marxiste-léniniste des Organisations communistes combattantes permet de comprendre leur nature intime, donc d'anticiper leurs mouvements. Il existe même une école — dont Boris Souvarine fut le fondateur et l'équipe d'*Est & Ouest*, autour de Claude Harmel et de Branko Lazitch, les impeccables praticiens — qui a su montrer à quel point le décryptage et l'analyse des textes officiels communistes ou soviétiques rend compte de la réalité derrière le rideau de fumée des dialectiques et des propagandes. Or ces textes, comme ceux rédigés par toutes les Organisations communistes combattantes, sont disponibles. Pourquoi ne les analyse-t-on pas plus systématiquement ? (Nous nous livrons, en annexe, à ce salubre exercice).

En voici un, particulièrement éclairant sur le rôle décisif que jouent ces écrits — non clandestins, eux — des OCC, textes auxquels ces dernières essaient de donner la diffusion la plus vaste possible en les faisant éditer par des structures légales « sympathisantes » :

« La théorie révolutionnaire est une théorie critique et sa publication une *arme* en rapport constant avec la pratique de la lutte dans l'illégalité. La théorie qui n'a pas de rapport à la pratique, qui ne peut donc nous expliquer notre situation et nous donner la possibilité de la transformer, n'a pour nous

aucun intérêt (...). Les textes théoriques de la RAF étaient des journaux. Nous voulions convaincre qu'il était juste de soutenir la guérilla urbaine en disant pourquoi. C'étaient pour nous des armes parce que tout ce qui est utile à la lutte armée est une arme. Parler d'Andréas (Baader), c'est parler de nous; car quand nous disons que la fonction de la direction est justement de rendre cette fonction superflue par une pratique collective, cela signifie que la guérilla est une organisation politico-militaire illégale, qu'elle se doit de l'être, comme chacun se doit d'assumer à tout moment la fonction de direction. Ce qui veut dire devenir capable :

- d'apprendre,
- de dépasser l'expérience — la sienne comme celle du groupe — et celle des mouvements de libération du tiers monde,
- de transmettre l'expérience. (1)

C'est la mise en pratique de ce testament d'Ulrike Meinhof, dirigeante de la Fraction armée rouge d'Allemagne fédérale, qui a permis à cette organisation de renaître après sa déroute des années 1978-80, de se restructurer sur des bases théoriques entièrement neuves, ce qui la rend, pour l'instant, très résistante à la répression.

Les dirigeants politiques, les responsables policiers des pays-cibles ne peuvent pas, une fois tenus les propos apaisants de rigueur, ne pas éprouver d'inquiétude devant cette offensive imprévue, sinon imprévisible; et chacun de rechercher l'arme répressive efficace, le modèle ayant fait ses preuves.

Vaincre l'euroterrorisme?

D'emblée, rappelons qu'un pays, l'Italie, sous l'impulsion d'un homme, le général Della Chiesa, a pu en trois ans à peine démanteler — sinon détruire — une entité très exactement euroterroriste (les Brigades rouges) qui constituait pour ce pays une menace sans commune mesure avec celle que les divers groupes opérant aujourd'hui à l'échelle de l'Europe peuvent présenter pour celle-ci.

Rappelons aussi que le procès des ravisseurs d'Aldo Moro a permis de faire la lumière sur l'effarante gravité de ce qui se produisait alors en Italie: la préparation de l'enlèvement du chef de la Démocratie chrétienne s'est faite durant *quinze* mois, dans le secret, et le nombre total des individus impliqués, de

l'organisateur en chef, Mario Moretti, au dernier compare, approchait les *huit cents*!

La « méthode » Della Chiesa repose sur une base qui paraît relever du simple bon sens, mais qui a fait, à l'époque, toute l'originalité et l'efficacité du projet : les services de renseignement les plus performants, les forces de répression — qu'elles soient civiles (policiers) ou militaires (gendarmes) — les mieux rôdées ne servent à rien tant que l'échelon de commandement de la lutte antiterroriste n'a pas pénétré, dans toutes ses dimensions, le *projet* de l'organisation terroriste et tant qu'il n'a pas acquis une compréhension *intime* de l'idéologie, de la psychologie, des réflexes des parties prenantes de la guérilla urbaine. Seul un individu imprégné de la vision du monde des Brigades rouges — affirmait Della Chiesa — est capable, s'il est en possession d'éléments recueillis par le Renseignement et se trouve confronté à un brigadiste arrêté, d'*anticiper* le prochain mouvement de la structure terroriste. *Précéder* l'ennemi sur son propre terrain : voilà tout le secret de la lutte antiterroriste. On s'épuise en vain, même quand on dispose d'hélicoptères, à vouloir suivre les auteurs de la guérilla urbaine; on frappe le plus souvent trop tard, et à côté de la cible.

Cette connaissance « charnelle » de l'organisation de lutte armée est irremplaçable. Sans elle, l'informatique la plus sophistiquée — on le voit en Allemagne fédérale — risque de se périmer, d'emmagasiner de façon mécanique des données obsolètes et, de surcroît, encombrantes; elle est, de toute façon, incapable de suivre une organisation dans l'évolution de sa logique interne, de se remettre en cause, de se livrer, contrairement au groupe terroriste lui-même, à l'autocritique. Sans cette connaissance, les méthodes policières classiques — nous pensons ici à la France — perdent une bonne partie de leur efficacité. Le risque est grand de filer toujours les mêmes individus, de s'épuiser à tenter d'infiltrer des groupes en réalité peu actifs, et de se persuader ainsi qu'on sait tout sur une structure, alors qu'on n'en connaît en réalité à peu près rien.

Un projet de lutte antiterroriste moderne et efficace, dans ces conditions, devra se construire, en Europe tout du moins, autour de trois idées-forces :

Première idée-force : les groupes communistes combattants, fanatiquement dévoués à la mission qu'ils se sont assignée, n'arrêteront certainement pas spontanément leur combat. Il est donc nécessaire, par le biais d'une répression bien circonscrite,

de les mettre hors d'état de nuire. On rougirait d'avoir à énoncer de telles banalités si le gouvernement français n'avait pas tenté d'appliquer au terrorisme une thérapeutique dont la nocivité est maintenant mondialement démontrée, celle de « l'intervention minimale » : réprimez de simples rebelles et vous en ferez des enragés; évitez à l'inverse de les poursuivre et ils redeviendront, une fois leur élan de révolte passé, sages comme des images!

Seconde idée-force : l'activité des OCC se déploie selon trois axes, appelés par celles-ci des « fronts ».

— Front logistique : hold-ups, vols d'armes, acquisition d'« appartements conspiratifs », etc.

— Front social : actions anti-racistes, anti-capitalistes, anti-étatiques, qui correspondent au domaine de la politique intérieure,

— Front militaire : actions anti-impérialistes, qui correspondent au domaine de la politique internationale. Ici, il y a affrontement mondial entre le prolétariat et les masses misérables du tiers monde d'une part, et l'impérialisme soutenu par les bourgeoisies locales, d'autre part.

Ces trois fronts se déploient au milieu des « métropoles-impérialistes-capitalistes » de l'Europe de l'Ouest.

Cette donnée géographique de base, jointe à l'observation précise des rythmes auxquels les actions sont menées, de leur localisation spatiale et temporelle, doit permettre de désigner des lieux et des périodes à haut risque; ce qui autorise déjà une meilleure gestion des forces de répression, et permet de situer le renseignement sur des territoires « giboyeux ». On peut enfin, par le biais d'une anticipation qui devient de plus en plus fiable à mesure de l'accumulation du renseignement, tendre des embuscades fructueuses.

Troisième idée-force : on ne soigne pas un panaris comme un ulcère et les méthodes qui valent pour combattre une OCC ne sont pas celles qui permettent de venir à bout d'une organisation indépendantiste jouissant d'un certain enracinement local. Les structures transnationales sont, de même, justiciables d'une méthodologie répressive appropriée. Puisqu'il existe en France plusieurs services antiterroristes, pourquoi ne pas leur donner clairement une spécialisation typologique? Ne serait-ce pas mieux que de maintenir des cloisonnements administratifs et géographiques discutables? Pour ne pas parler de chevauchements entraînant parfois de tristes cafouillages...

La centralisation se ferait alors à un niveau supérieur, de façon technique et pluridisciplinaire : une banque de données « filières et méthodes », une autre « armes et explosifs », une troisième « financière », une quatrième « biographique et historique » seraient nécessaires. Le recoupement entre les données verticales (organisations), horizontales (terrain) et transversales (techniques, rythmes, rapprochements) ne pourrait qu'être très riche d'enseignements.

Voilà — dira-t-on — des systèmes bien complexes, des programmes longs et coûteux pour s'opposer à des organisations politiquement débiles, aux effectifs minuscules ! N'oublions pas, cependant, deux faits importants :

- Plus une société devient complexe, et plus sa fragilité est grande,

- L'euroterrorisme, en s'en prenant directement aux gouvernements des pays où il agit, lance un défi à l'État, à qui il dénie « ici et maintenant » le monopole de l'usage de la violence. L'opinion publique — et les électeurs — de ces pays risquent de ne pas tolérer éternellement de se voir ainsi défiés et terrorisés, par appareil d'État interposé.

(1) Extrait de la brochure *Derniers textes d'Ulrike Meinhof*, éditée par le CIDDPEO, juin 1976.

ANNEXES

I° Oui, les organisations communistes combattantes imitent bien le Komintern et son idéologie marxiste-léniniste la plus archaïque :

— La corruption des chefs ouvriers par l'impérialisme ? Voilà ce qu'en disait Lénine, en 1916, dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* :

« L'idéologie impérialiste pénètre également dans la classe ouvrière, qui n'est pas séparée des autres classes par une muraille de Chine... »

« Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc. leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie (...) et en les dressant les uns contre les autres ».

Cette corruption semble d'ailleurs hanter Lénine qui, dans le même texte, revient sur ce point de façon répétée.

— Assurer la passivité des ouvriers des métropoles capitalistes au prix d'une surexploitation des populations du tiers monde? L'idée vient du deuxième congrès du Komintern, en 1920, et plus précisément des « thèses supplémentaires sur les questions nationales et coloniales » :

« C'est par l'esclavage des centaines de millions d'habitants de l'Asie et de l'Afrique que l'impérialisme anglais est arrivé à maintenir jusqu'à présent le prolétariat britannique sous la domination bourgeoise ».

Vieilles lunes, direz-vous. Il y a mieux. Cette idée, on la retrouve plus loin encore, en 1885, sous la plume de Jules Guesde :

« C'est le marché indien, c'est le marché mondial à approvisionner, qui, en créant une situation à part, véritablement privilégiée au prolétariat d'outre-Manche, lui a permis jusqu'alors de se traîner sans en sortir dans les voies légales et l'a soustrait aux nécessités révolutionnaires qui emportent les salariés des deux mondes ».

Ce n'est plus d'histoire du mouvement communiste qu'il s'agit, mais d'archéologie!

— La nécessité d'ébranler le centre impérialiste? Lénine, encore, dans *L'impérialisme...* :

« N'est-il pas clair (...) qu'on n'a pas le droit d'opposer l'Europe aux colonies? La lutte des nations opprimées en Europe, capable d'en arriver à des insurrections et à des combats de rue (...) aggravera la crise révolutionnaire en Europe infiniment plus qu'un soulèvement de bien plus grande envergure dans une colonie lointaine. »

— Se lancer dans la guérilla urbaine? Lénine, dans le même ouvrage :

« C'est précisément la diversité de temps, de forme et de lieu des insurrections qui est le plus sûr garant de l'ampleur et de la profondeur du mouvement général; ce n'est que par l'expérience acquise au cours de mouvements révolutionnaires inopportuns, isolés, fragmentaires et voués de ce fait à l'échec, que les masses acquerront de la pratique, s'instruiront, rassembleront leurs forces, (...) et prépareront ainsi l'offensive générale ».

Quant à la méthode de la lutte armée elle-même, imaginons l'exaltation du jeune « communiste combattant » de 1985 quand il lit (toujours sous la plume de Lénine qui s'adresse ici, en octobre 1905, au « Comité de combat près le comité de Saint-Pétersbourg »), les conseils suivants :

« Je vois avec horreur, mais vraiment avec horreur, que l'on parle de bombes depuis plus de six mois sans en avoir fait une seule. Formez sur le champ, en tous lieux, des groupes de combat. Formez-en parmi les étudiants et surtout les ouvriers, etc. Que des détachements de 3, 10, 30 hommes et plus se forment sur le champ et s'arment, comme ils peuvent, qui d'un revolver, qui d'un couteau (...) Les détachements doivent commencer sur le champ leur instruction militaire par des opérations de combat. Les uns entreprendront tout de suite de tuer un mouchard, de faire sauter un poste de police, les autres d'attaquer une banque pour y confisquer les fonds nécessaires à l'insurrection ».

Voilà pour le « modèle ». Que disent, sur cette filiation, les communistes combattants des années 80? La reconnaissent-ils? Oui. On peut même dire qu'ils s'en glorifient :

Ulrike Meinhof, Fraction armée rouge, avril 1976 :

« Quand on dit que l'analyse politico-économique de la situation coïncide aujourd'hui avec les concepts de l'analyse de Marx, cela veut dire concrètement que la stratégie du Manifeste communiste « prolétaires de tous les pays, unissez-vous » a retrouvé son ferment organisateur dans la guérilla qui anticipe sur la reconstruction internationale de la politique prolétarienne. La forme d'organisation de l'internationalisme prolétarien dans les métropoles du capital, ce sera la guérilla urbaine ».

Action directe, dans un texte théorique intitulé « Sur l'impérialisme américain », avril 1982 :

« Lénine a su synthétiser en quelques lignes remarquables les caractères fondamentaux de l'impérialisme et nous ne pouvons mieux faire que de nous reporter à cette analyse... ».

Les Brigades rouges, pour la reconstruction du Parti Communiste Combattant, janvier 1983 :

« La lutte armée naquit en Italie au début des années 70, comme hypothèse révolutionnaire pour le communisme. Elle naquit comme rupture subjective de quelques avant-gardes communistes d'avec vingt ans de lâche révisionnisme (...) Ce choix de rupture se manifestait comme initiative combattante pour propager et enraciner dans le prolétariat la conscience de la nécessité et de la possibilité de la lutte armée pour le communisme (...) Dans ce

cadre, les BR ont repris les catégories fondamentales du marxisme-léninisme ».

(« Replacer l'activité générale des masses au centre de l'initiative »)

Et enfin, les Cellules communistes combattantes, en janvier 1985 :

« La radicalisation des antagonismes de classe conduira aux développements objectifs des forces et de la politique prolétariennes, et par là même aux conditions d'émergence de l'Organisation Combattante des prolétaires. Et de ces forces quantitativement et qualitativement nouvelles, l'Organisation se battra pour que naisse le Parti Communiste dont le III^e Congrès de l'Internationale donnait une si claire définition... »

II^o Au cœur du projet politico-militaire des OCC : l'assaut contre l'OTAN.

Une décision récente? Une lubie? Non. Dès 1976, Ulrike Meinhof écrit :

« Toute attaque contre la présence ici du capital américain s'affronte immédiatement à l'État impérialiste ou directement à l'armée américaine; dans tous les cas, les attaques contre les installations américaines en Allemagne fédérale obligent le gouvernement à montrer ce qu'il est vraiment — une branche du capital US — et dévoilent le statut réel de l'Allemagne fédérale dans le système mondial américain, un territoire militairement occupé par les USA ».

Ce qui permet aux Brigades rouges-PCC, quand elles tentent de kidnapper, en décembre 1981, le général américain Dozier, détaché à l'OTAN, d'affirmer :

« Il a certainement été correct de jouer, avec l'opération Dozier, un rôle d'avant-garde qui a permis de restituer une identité politique aux BR/PCC et aussi parce que *cette opération a eu lieu en liaison dialectique étroite avec les initiatives combattantes développées par les autres forces révolutionnaires dans toute l'Europe* » (1).
(Brigades rouges-PCC, janvier 1983).

La même année, un texte théorique — un autre — des Brigades rouges, « L'abeille et le communiste », annonce clairement la couleur;

« L'État italien est désormais prisonnier de cette inexorable logique de guerre. L'Italie, en tant que partie intégrante du front militaire impérialiste dont l'OTAN est le moteur principal, a une importance fondamentale (...) L'OTAN, avec sa structure politico-militaire tentaculaire et pénétrante, est le trait d'union de la politique belliciste de l'impérialisme des multinationales dans l'échiquier stratégique de

notre pays (...) Plus le processus de développement vers la troisième guerre mondiale impérialiste s'accélère, et plus le prolétariat italien se trouve confronté aux implications internationales de l'OTAN... »

Dès lors, le passage à l'acte à l'échelle européenne est pratiquement inéluctable. En janvier 1985, dans un communiqué qui revendique l'assassinat de l'ingénieur-général Audran, Action directe montre son total alignement :

« La France, avec une accélération depuis l'arrivée des social-démocrates, par sa pseudo-indépendance vis-à-vis de l'OTAN, apporte aux pays européens une force accrue dans les rapports internationaux en élargissant de fait le champ de manœuvre économique et militaire et en cautionnant la propagande d'une défense européenne, dans le but de neutraliser les protestations et les contradictions soulevées par la politique de domination des USA à travers sa structure militaire en Europe : l'OTAN ».

Et le « petit dernier » de la famille, les Cellules Communistes combattantes belges, n'est pas en reste :

« Aujourd'hui, 15 janvier 1985 à trois heures du matin, les CCC ont attaqué un centre de l'OTAN (...) Nous avons choisi d'apparaître en tant que forces politico-militaires organisées au sein de la guerre de classes sur l'axe de la guerre impérialiste, car elle est l'expression la plus globale de la crise du capitalisme (...) L'orientation politique de notre campagne était donc de porter l'attaque victorieuse contre les composantes principales du système impérialiste :

- l'économique (...);
- le pouvoir politique (...);
- les forces militaires de domination : l'OTAN ».

L'alignement sur le marxisme-léninisme nous permet ainsi de donner son importance réelle aux mots d'ordre qui figurent inévitablement à la fin des textes théoriques comme des communiqués. Patrie du « socialisme existant », phare du marxisme-léninisme, l'URSS vit concrètement au rythme des mots d'ordre prononcés bisannuellement, le 1^{er} mai et le 11 novembre, par le Secrétaire général du PC de l'URSS depuis la Place Rouge; il en va de même pour les OCC.

Janvier 1983 : Brigades rouges-PCC :

« Orienter l'activité générale des masses contre les piliers fondamentaux de la "restructuration pour la guerre impérialiste" et contre le "parti de la guerre" ».

Janvier 1985 : Fraction armée rouge :

« Construction de l'unité dans l'offensive contre la machine impérialiste ».

Action directe :

« Guerre de classe contre guerre impérialiste ».

« La guérilla ouest-européenne ébranle le centre impérialiste ».

Cellules communistes combattantes :

« Contre la guerre impérialiste, la guerre civile ».

(1) Souligné par nos soins.